

Bientôt un recensement économique : bonne nouvelle

L'ONS va lancer incessamment la réalisation d'un recensement économique. C'est là, incontestablement, une bonne nouvelle.

Nous allons cesser enfin les «batailles de chiffres» entre les partis politiques, ceux-ci et le gouvernement ou tout simplement entre les débatteurs de la société civile. Rappelons-nous la bataille (qui dure encore) sur le «vrai» taux de chômage ou encore celle du «poids exact» du secteur informel.

Rappelons-nous les interpellations faites par Bouteflika lui-même sur les chiffres que lui présentaient les membres du gouvernement ! Les spécialistes eux-mêmes, statisticiens et prévisionnistes ont souvent des querelles de chiffres. Bref, un véritable dialogue de sourds... généralisé. Cette situation est d'autant plus à déplorer que le monde vit à l'heure des TIC qui rendent l'information fiable, disponible et vérifiable en temps réel et au plan mondial.

Nous en sommes encore nous, à des débats dérisoires de fiabilité de nos statistiques !

Il est évident que notre système actuel d'observation statistique est en total décalage par rapport aux demandes d'informations que requiert la gestion d'une économie en pleine mutation. A des questions aussi simples (mais bien importantes) telles que la part du commerce de détail dans la PIB, le nombre d'entreprises créées annuellement, le chiffre d'affaires réalisé par le secteur du BTPH ou encore les valeurs ajoutées sectorielles... Pour ne citer que ces indicateurs, le dispositif statistique en place dans notre pays est incapable de répondre dans les délais et avec la fiabilité voulus.

Comment dès lors arrêter des choix, prendre des options sans commettre des erreurs de pilotage ?

Nous savons que, dans notre pays,

jusqu'à aujourd'hui, le système d'observation des entreprises économiques, qui constitue le moyen central du dispositif de construction des indicateurs économiques et du système de comptabilité nationale, ne couvre principalement que le secteur public alors que le champ économique est bien diversifié, caractérisé par une croissance régulière de la taille du secteur privé ainsi que l'apparition incessante de nouvelles activités.

Notre appareil statistique est sans prise sur nos réalités économiques et sociales et nos statisticiens eux-mêmes s'en plaignent. Ils réclament depuis fort longtemps la mise à jour de nos banques de données économiques et sociales. La réclamation de la réalisation d'un recensement économique date, chez nous du début des années 1990, mais ce sont les Egyptiens (en 1993/1994) puis les Marocains (1996/1997) qui ont mis en œuvre cette action revendiquée d'abord en Algérie par les statisticiens algériens !

Qu'est-ce qu'un recensement économique ?

Le recensement économique constitue une tâche essentielle pour l'évaluation périodique des performances économiques d'un pays. Il porte sur deux grandes opérations :

1 - Le dénombrement complet, exhaustif et systématique des entreprises et établissements où s'exerce une activité économique : industrie, commerce, BTPH, services, transport, services financiers et assurances.

Ce recensement constitue, par sa lourdeur, une opération comparable au recensement général de la population et de l'habitat (RGPH).

2 - La production de statistiques et d'indicateurs économiques et sociaux mis à jour et ce à partir d'enquêtes sectorielles approfondies sur la base d'un échantillon d'entreprises repré-

sentatif des secteurs juridiques et des activités couvertes par l'opération.

Pourquoi un recensement économique ?

Le recensement économique est nécessaire à l'amélioration, l'adaptation et la rénovation des bases de notre système d'informations statistiques.

Il se justifie, dans notre cas, pour au moins deux raisons :

1 - Le dernier recensement économique de notre pays date de 1975 et le fichier des entreprises et des établissements économiques qu'il a permis de constituer est aujourd'hui complètement dépassé (décalage avec la réalité, absence de procédures rigoureuses d'inscription, forte démographie des entreprises, extension des activités informelles, inadéquation de la nomenclature utilisée avec les classifications internationales...)

2 - La nécessité d'améliorer et de renforcer notre système statistique par la production d'indicateurs nouveaux tels l'indice du coût unitaire, l'indice du coût de la construction, le taux de rentabilité du secteur privé, les statistiques sur la création et la disparition des entreprises, l'amélioration des statistiques sur l'emploi, le suivi du secteur tertiaire.

Parmi les objectifs centraux poursuivis par le recensement économique, on peut citer :

a) La mise à jour du fichier des établissements et des entreprises avec la mise en œuvre des procédures de suivi du fichier statistique.

b) L'actualisation des comptes économiques et des bases de calcul de l'indice de production, des prix à la production et une construction plus fiable des autres paramètres de l'activité économique et sociale.

c) La nécessité de disposer d'une mesure correcte de la part du secteur privé dans les activités de production, de distribution et de services.



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

d) Le renforcement et la rénovation du système statistique national et l'actualisation des bases d'enquêtes.

e) La mise en place d'une nouvelle nomenclature des activités et des produits (l'actuelle est totalement dépassée) en conformité avec les nomenclatures internationales et en cohérence avec les réalités nationales.

Comme on peut le constater, le recensement économique que s'apprête à réaliser l'ONS permettra de reconstruire les banques de données, de reconstruire l'ensemble des comptes économiques nationaux, de reconstruire, en un mot, la visibilité économique.

De plus, il y a là une occasion très prometteuse de réanimer un appareil statistique plongé dans un véritable coma depuis... 30 ans !

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Harraga avant même que de naître !

Sports. Equitation. L'Algérie domine les championnats maghrébins en saut d'obstacles.

Forcément ! Les obstacles, on connaît !

J'ai une pensée émue ce mercredi pour cet enfant. Je ne sais même pas de quel sexe il est. Fille ? Garçon ? Je ne sais pas. L'enfant est encore dans le ventre de sa maman, et cette maman-là, harraga parmi tant d'autres, vient d'être interceptée par la Guardia civile espagnole et réembarquée vers son point de départ, Mostaganem, Algérie. Il faudrait que je demande un jour aux psychologues de l'enfance — je ne sais s'il existe des psy spécialisés dans le fœtus — si un enfant, dans le ventre de sa maman, garde le souvenir, les réminiscences d'un tel voyage. Partir malgré soi, planqué dans le liquide amniotique de sa maman vers une destination inconnue, balloté par les vagues, tapi au fond d'un ventre lui-même noué par la peur et calé au fond d'une barque fendante péniblement vers une côte incertaine. Destin inouï d'un fœtus qui aura vécu autre chose, se sera évadé le temps d'une traversée, d'un débarquement houleux et d'un réembarquement musclé vers la côte d'origine, Mostaganem. Se souvient-on avoir «foulé» le sol espagnol à l'état d'embryon une fois que votre maman vous a mis au monde, vous aura fait grandir jusqu'à l'âge de raison ? Sujet intéressant à débattre dans le cadre d'un colloque de psycho-pédiatrie. Je ne suis pas pédiatre. Pas plus que je ne suis psy. Et l'ambiance des colloques m'étouffe, moi qui souffre

de claustrophobie depuis ma plus tendre enfance. C'est donc loin des cénacles savants que je note ceci : les mamans enceintes algériennes elles aussi prennent maintenant la mer. Elles succèdent aux enfants pré-pubères. Lesquels avaient eux-mêmes succédé aux septuagénaires. Lesquels avaient eux-mêmes succédé aux cadres et aux fonctionnaires en poste. Lesquels avaient eux-mêmes succédé aux chômeurs sans âge. L'Algérie multiforme vogue à la recherche du bonheur. Ou juste d'un mieux, pas forcément le bonheur tel que défini par les spécialistes du bonheur. Et pendant que l'Algérie, hommes, femmes, jeunes, vieillards, enfants et maintenant fœtus et embryons prend le large, en Algérie, ici même, le pays débourse près de 7 millions de dollars en un seul trimestre pour importer de la friperie, des vêtements usagers (chiffres pris dans l'excellent dossier publié hier par *El Watan*). Quel rapport entre la mère enceinte harraga, son enfant à naître et la fripe ? Aucun rapport ! Faut-il donc qu'il y ait toujours et nécessairement un rapport entre tout pour arriver à expliquer qu'une femme enceinte embarque en direction de l'Espagne, dans une barque déginglée, avec son enfant accroché à ses entrailles déchirées par la peur et l'angoisse ? Je sais juste que dans tout ça, y a vraiment un truc qui ne tourne pas rond. Ça, je le sais ! Oh ! Oui ! Je le sais ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com